

**Accord-cadre à bons de commande**

**Réalisation, fourniture, pose et dépose de supports intérieurs et extérieurs  
d'information et de communication de la Bibliothèque nationale de France**

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)**

## SOMMAIRE

<b>1</b>	<b>PRESENTATION DE LA BIBLIOTHEQUE NATIONALE DE FRANCE .....</b>	<b>4</b>
<b>2</b>	<b>OBJET ET FORME DU MARCHÉ.....</b>	<b>4</b>
2.1	OBJET DU MARCHÉ .....	4
2.2	CARACTÉRISTIQUES DE LA PRESTATION .....	4
2.3	FORME DE L'ACCORD-CADRE .....	4
2.4	LIMITE D'EXCLUSIVITÉ.....	4
<b>3</b>	<b>PIECES CONTRACTUELLES .....</b>	<b>5</b>
<b>4</b>	<b>DURÉE – POINT DE DEPART DU DELAI DE NOTIFICATION.....</b>	<b>5</b>
4.1	DURÉE DE L'ACCORD-CADRE .....	5
4.2	DURÉE DES BONS DE COMMANDE .....	5
4.3	ANNULATION DES BONS DE COMMANDE.....	6
<b>5</b>	<b>CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>6</b>
5.1	DÉSIGNATION DES RESPONSABLES .....	6
5.1.1	<i>Pour la Bibliothèque nationale de France .....</i>	<i>6</i>
5.1.2	<i>Pour le Titulaire.....</i>	<i>6</i>
5.1.3	<i>Défaillance du Titulaire .....</i>	<i>6</i>
5.2	SUIVI DES PRESTATIONS .....	6
5.2.1	<i>Réunion de lancement .....</i>	<i>6</i>
5.2.2	<i>Plan de prévention .....</i>	<i>7</i>
5.2.3	<i>Réunion de suivi d'exécution des prestations.....</i>	<i>7</i>
5.2.4	<i>Compte-rendu.....</i>	<i>7</i>
5.2.5	<i>Précision sur les réunions .....</i>	<i>7</i>
5.3	LIEU D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS .....	7
5.4	TRANSPORT DES BANNIÈRES.....	8
5.5	DÉPOSE DES BANNIÈRES. ....	8
5.6	STOCKAGE, BANNIÈRE ET SUPPORT. ....	8
5.7	NATURE DE L'OBLIGATION .....	8
5.8	ORDRES DE SERVICES .....	8
5.9	OBLIGATION DE LA BNF.....	8
<b>6</b>	<b>MODALITES DE VERIFICATION – DECISIONS .....</b>	<b>8</b>
<b>7</b>	<b>PRESTATIONS SIMILAIRES.....</b>	<b>8</b>
<b>8</b>	<b>PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES.....</b>	<b>9</b>
8.1	NATURE ET CONTENU DES PRIX .....	9
8.1.1	<i>Nature des prix.....</i>	<i>9</i>
8.1.2	<i>.Contenu des prix.....</i>	<i>9</i>
8.1.3	<i>Variation des prix et clause de sauvegarde.....</i>	<i>9</i>
8.2	PRÉSENTATION DES FACTURES ET DES DEMANDES DE PAIEMENT .....	9

	<b>CCP</b>
8.2.1 <i>Factures</i> .....	9
8.2.2 <i>Modalités de règlement</i> .....	10
8.2.3 <i>Païement des bons de commande</i> .....	10
8.2.4 <i>Délais de paiement</i> .....	10
<b>9 PENALITES</b> .....	<b>10</b>
<b>10 CONFIDENTIALITE</b> .....	<b>10</b>
<b>11 RESILIATION</b> .....	<b>11</b>
11.1 GÉNÉRALITÉS.....	11
11.2 RÉSILIATION POUR FAUTE .....	11
<b>12 TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL</b> .....	<b>11</b>
<b>13 RESPONSABILITE ET ASSURANCE</b> .....	<b>12</b>
13.1 RESPONSABILITÉ .....	12
13.2 ASSURANCE.....	12
<b>14 REGLEMENT AMIABLE ET PROCEDURE EN CAS DE LITIGE</b> .....	<b>12</b>
<b>15 DEROGATIONS AU CCAG/FCS</b> .....	<b>13</b>

## 1 PRESENTATION DE LA BIBLIOTHEQUE NATIONALE DE FRANCE

La Bibliothèque nationale de France (BnF) est un établissement public créé par le décret 94.3 du 3 janvier 1994 aujourd'hui codifié aux articles R341-1 à R341-21 du Code du patrimoine. Elle a repris à sa création les fonds, missions, droits et obligations de la Bibliothèque Nationale.

La BnF a pour missions principales de :

- Collecter, cataloguer, conserver et enrichir tous les champs de la connaissance et le patrimoine national dont elle a la garde ;
- Assurer l'accès du plus grand nombre à ses collections ;
- Développer la coopération nationale et internationale ;
- Assurer la gestion de son patrimoine immobilier.

Dans le cadre de son contrat d'objectifs et de performance, la BnF a défini 4 grandes orientations stratégiques à l'horizon 2030, à savoir :

- Amplifier le partage avec tous les publics d'un patrimoine exceptionnel et vivant
- Enrichir la collecte et la préservation des collections pour garantir, à l'heure du numérique, la constitution d'une mémoire commune
- Renforcer les coopérations avec les réseaux professionnels en partageant ses expertises, outils et moyens
- S'appuyer sur un modèle de gestion responsable pour remplir efficacement chacune de ses missions.

Pour assurer ces missions, le personnel de la BnF a besoin d'une documentation pertinente et à jour.

## 2 OBJET ET FORME DU MARCHE

### 2.1 Objet du marché

Le marché, régi par le présent cahier des clauses particulières, a pour objet la réalisation, la fourniture, l'installation, la pose et dépose de supports intérieurs et extérieurs d'information et de communication de la Bibliothèque nationale de France.

### 2.2 Caractéristiques de la prestation

Le titulaire au titre du présent marché doit réaliser des bannières d'information ou de communication sur des supports identifiés au bordereau des prix à partir d'un fichier fourni par l'établissement.

### 2.3 Forme de l'accord-cadre

Le présent marché est conclu sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande en application des articles R2162-1 à R2162-6 R2162-13 et R2162-14 du Code la commande publique.

L'accord-cadre est conclu avec minimum et avec un maximum par an :

Montant minimum annuel (€ HT)	Montant maximum annuel (€ HT)
10 000	25 000

### 2.4 Limite d'exclusivité

Si le Titulaire n'est pas en mesure d'honorer un bon de commande, le Pouvoir adjudicateur peut recourir, en fonction du montant, à :

- Un marché sans publicité ni mise en concurrence conformément à l'article L.2122-1 si la valeur estimée de la commande est inférieure à 40 000 € HT,
- Une procédure adaptée conformément aux articles L.2123-1 et R.2123-1 et suivants du code de la commande publique, si la valeur estimée est égale ou supérieure à 40 000 € HT.

### 3 PIECES CONTRACTUELLES

Le présent marché est soumis aux dispositions du code de la commande publique. Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement et son annexe :
  - Annexe 1 : La déclaration de sous-traitance et agrément des conditions de paiement ;
  - Annexe 2 : La déclaration de sous-traitance et d'agrément des conditions de paiement (le cas échéant) ;
  - Annexe 3 : Bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures et services (CCAG/FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le mémoire technique remis par le Titulaire lors de sa soumission ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché.

En cas de contradiction entre les pièces contractuelles, la documentation de rang supérieur prévaudra pour l'obligation en cause. Il est expressément stipulé que les conditions générales de vente du Titulaire (ou tout autre document similaire édité ou habituellement utilisé par le Titulaire) ainsi que les conditions contractuelles éventuellement annexées à son offre technique et commerciale ne sont pas applicables au présent marché. Elles ne constituent pas des documents contractuels.

Bien que non matériellement joint au marché, le CCAG/FCS est réputé parfaitement connu des parties. Le Titulaire ne peut pas se prévaloir de la méconnaissance des documents généraux contre la BnF.

### 4 DUREE – POINT DE DEPART DU DELAI DE NOTIFICATION

#### 4.1 Durée de l'accord-cadre

Par dérogation à l'article 13.1.1 du CCAG FCS, la durée de l'accord-cadre est d'un (1) an à compter de sa notification. Le marché est reconductible tacitement trois (3) fois maximum pour des périodes de douze (12) mois chacune, sauf dénonciation par la BnF trois (3) mois avant la fin de la période annuelle en cours par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le Titulaire ne peut pas refuser la reconduction du marché et ne peut se prévaloir d'aucune indemnité en cas d'absence de reconduction.

#### 4.2 Durée des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés pendant la durée de validité des accords-cadres.

Ils sont exécutoires, mêmes après la fin des délais contractuels des accords-cadres jusqu'à leur exécution complète dans la limite de 6 mois après la fin de l'accord-cadre.

Le délai d'exécution de chaque bon de commande est spécifique et défini par la BnF sur le bon de commande correspondant. Il pourra tenir compte du caractère spécifique des prestations.

- Dans le cas d'une livraison uniquement, ce délai s'achève à la date de livraison. Dans le cas d'une livraison avec pause, ce délai s'achève à la date fixée pour la pause.
- Dans le cas d'une dépose uniquement. Ce délai s'achève à la date fixée pour la dépose.
- Poids. Dans le cas d'une prestation comportant la pose et la dépose, la date d'achèvement de la prestation et la date de dépose.

Contenu des bons de commandes

Les bons de commande sont établis sur la base des prix figurant au bordereau de prix unitaires joint en annexe de l'acte d'engagement. Il précise :

- Le numéro et la date d'émission du bon de commande.
- La référence de l'accord cadre. C'est à dire le numéro.
- Le nom et les coordonnées du titulaire de l'accord-cadre.
- L'identité. Du bénéficiaire ?
- L'ombre de bannières a réalisé.
- Les délais d'exécution et de livraison.
- Les procédures de travail particulières, la date de dépose.
- Le prix unitaire des prestations commandées. Hors-taxes.
- Le prix des prestations totales hors taxes.
- Le cas échéant, le délai d'exécution du bon de commande.

#### 4.3 Annulation des bons de commande

Les bons de commande pourront être annulés par la Bibliothèque nationale de France moyennant le respect d'un préavis de 2 jours avant le début des réalisations de la prestation, sans que le titulaire ne puisse prétendre au versement d'indemnités.

### 5 CONDITIONS D'exécution DES PRESTATIONS

---

#### 5.1 Désignation des responsables

##### 5.1.1 Pour la Bibliothèque nationale de France

Le service Gestion centralisée des acquisitions de la BnF assure le suivi technique pour toute question relevant de l'exécution du marché.

##### 5.1.2 Pour le Titulaire

Un responsable sera désigné par le Titulaire pour suivre l'exécution du marché en liaison avec le responsable technique de la BnF. Il pourra être assisté d'un collaborateur pour les questions administratives, à moins qu'il ne cumule l'ensemble de ces responsabilités.

En cas de changement d'interlocuteur ou d'adresse, la BnF devra être informée dix (10) jours ouvrés avant le changement de situation.

##### 5.1.3 Défaillance du Titulaire

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS, si, lors de la réalisation des prestations, la BnF juge que le comportement ou les compétences d'un intervenant ne sont pas conformes aux engagements pris par le Titulaire dans son offre ou ne correspondent pas aux qualifications requises pour la bonne réalisation des prestations objets du présent marché, la BnF pourra réclamer, par courriel la présentation sous quinze (15) jours calendaires d'un remplaçant, pour procéder à sa validation. Ce délai peut être réduit à deux jours si le motif provient d'un non-respect caractérisé des clauses du présent marché, ou en cas de faute grave caractérisée.

Le remplaçant proposé est considéré comme accepté, s'il n'est pas récusé dans un délai de 7 jours calendaire. Si la BnF récusé le remplaçant, le Titulaire dispose à nouveau de 15 jours calendaires pour proposer un nouveau remplaçant.

D'une manière générale, en cas de remplacement, le Titulaire remplace son personnel par un personnel de compétence et expérience équivalentes, en s'attachant particulièrement à ce que ce remplacement n'ait aucune répercussion sur la qualité du service et sur les délais d'exécution des prestations.

#### 5.2 Suivi des prestations

##### 5.2.1 Réunion de lancement

Une réunion de lancement aura lieu entre le Titulaire et la BnF, dans les locaux de la BnF, dans les dix (10) jours suivant la notification du marché.

### 5.2.2 Plan de prévention

Avant le début des travaux, les chefs des EE (entreprises extérieures) doivent faire connaître par écrit au maître d'ouvrage :

- la date de leur arrivée prévisionnelle ;
- la durée prévisible de leur intervention ;
- les travaux à effectuer et le nombre prévisible de travailleurs affectés ;
- le nom et la qualification de la personne chargée de diriger l'intervention ;
- les noms et références de leurs sous-traitants déclarés par un DC4 auprès du service des Marchés de la BnF (le plus tôt possible et en tout état de cause avant le début des travaux dévolus à ceux-ci), ainsi que l'identification des travaux sous-traités.

A ce titre, le maître d'ouvrage transmet au titulaire le document de renseignements préalables au plan de prévention qui doit être rempli et lui être retourné avec les justificatifs demandés.

Les chefs des EE sont tenus de participer aux inspections communes préalables (ICP) des lieux de travail.

La présence de l'EU (entreprise utilisatrice) et de l'EE, y compris des ST (sous-traitants) est obligatoire pendant toute la durée de l'ICP. Dans le cas contraire, l'ICP devra être reportée.

Lors de l'ICP, les parties prenantes (EE et EU) conviendront d'une date pour la signature du plan de prévention, laissant au service HSE de la BnF un délai de trois jours minimum pour l'établissement de celui-ci.

La signature du plan de prévention est obligatoire avant le début des travaux.

Nota : En aucun cas, le titulaire ne doit utiliser les équipements de travail de la BnF (appareils de levage, machines...) y compris les équipements de protections individuelles (équipement antichute, masques respiratoires à cartouche ...). Ces équipements doivent être fournis par le titulaire.

Pour assurer la coordination de sécurité, le donneur d'ordre organise avec les chefs des EE, selon une périodicité qu'elle définit, des inspections et réunions périodiques de coordination. Toutes les EE conviées à une réunion de coordination par le donneur d'ordre doivent y participer.

### 5.2.3 Réunion de suivi d'exécution des prestations

Outre la réunion de lancement du marché, des réunions de suivi peuvent être organisées entre le représentant du Titulaire et le responsable du suivi des prestations de la BnF (interlocuteurs définis à l'article 5.1 du présent CCP). Elles ont alors lieu à la demande de l'une des parties et sont déterminées d'un commun accord.

Ces réunions doivent notamment permettre au représentant du Titulaire de recueillir les éléments nécessaires à l'exécution de ses prestations.

### 5.2.4 Compte-rendu

Chaque réunion fera l'objet d'un compte-rendu établi par l'organisateur de la réunion et envoyé au Titulaire pour approbation et acceptation dans un délai d'une (1) semaine suivant la date de réunion.

### 5.2.5 Précision sur les réunions

L'ensemble des réunions pourront avoir lieu sur site ou à défaut par visioconférence via l'outil mis en place par la BnF.

## 5.3 Lieu d'exécution des prestations

Les prestations seront effectuées sur les sites suivants de la BnF :

- Site François Mitterrand, Quai. François Mauriac, 75013 Paris,
- Site bibliothèque de l'arsenal, 1 rue de Sully et place du Père Teilhard de Chardin 75004. Paris,
- Site Richelieu, 58 rue de Richelieu et 5 rue Vivienne, 75002 Paris.
- Musée de l'opéra, Place de l'Opéra 75009, Paris

#### **5.4 Transport des bannières**

Le titulaire assure le transport des bannières.

#### **5.5 Dépose des bannières.**

Le bon de commande peut indiquer la date de livraison, de pause ou de dépose au titulaire. La personne publique peut modifier cette date par simple courriel adressé au titulaire dans un délai raisonnable.

#### **5.6 Stockage, bannière et support.**

Le titulaire doit avoir la possibilité de conserver dans ces entrepôts des bannières ou supports signalétiques peu encombrants après dépose.

Surveillance en atelier.

La Bnf. Se réserve le droit d'effectuer des contrôles en atelier. Le titulaire s'engage à procurer le libre accès de ces ateliers aux représentants de la Bnf. désigner lors de ces contrôles

#### **5.7 Nature de l'obligation**

La prestation, objet du présent marché, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, sera en tous points conforme aux exigences définies dans les pièces contractuelles et est assortie d'une obligation de résultat (concernant notamment la qualité de la prestation).

Il appartient au Titulaire de prendre toutes les dispositions qu'il jugera nécessaires et de demander aux interlocuteurs de la BnF toutes les informations requises pour satisfaire à cette obligation de résultat.

Si le résultat n'était pas atteint, la BnF pourrait prononcer à tout moment la résiliation du présent marché aux torts du Titulaire, sans formalité juridique ou judiciaire préalable et sans préjudice des dommages et intérêts éventuels.

#### **5.8 Ordres de services**

Les ordres de service sont pris conformément à l'article 3.8 du CCAG-FCS.

#### **5.9 Obligation de la BnF**

Le cas échéant, la BnF mettra à disposition du Titulaire tout document et information complémentaire nécessaires à l'exécution du présent marché.

### **6 MODALITES DE VERIFICATION – DECISIONS**

---

Au moment de la livraison, la pose ou la dépose, la Bibliothèque nationale procédera à l'ensemble des opérations de vérification quantitative et qualitative conformément aux articles 27208 et 29 du CAG. Tirer FCS. Par dérogation de 30 du CCAG- FCS, à l'issue de ces opérations, la personne publique prend une décision expresse d'ajournement ou de rejet. Dans le silence de la Bnf. Passer le délai d'une semaine, l'admission des prestations et réputée acquise. En cas de rejet, le titulaire s'engage à reprendre les bannières rejetées dans un délai de 72 h. L'ensemble des frais occasionnés est à sa charge.

### **7 PRESTATIONS SIMILAIRES**

---

La Bibliothèque nationale de France se réserve la possibilité de confier au titulaire de l'accord-cadre, en application de l'article R2122- 7 du code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation des prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent accord. Adra, dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence préalable.



## 8 PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES

### 8.1 Nature et contenu des prix

#### 8.1.1 Nature des prix

Le présent accord-cadre est traité selon une tarification à prix unitaire, conformément aux indications figurant dans le bordereau de prix qui est annexé à l'acte d'engagement. Les prix définis dans ce cadre sont réputés inclure l'ensemble des coûts inhérents à la réalisation des prestations prévues. Cela concerne notamment toutes les opérations liées à la pose des bâches, des bannières ainsi que des adhésifs.

Ces prix sont réputés comprendre l'ensemble des coûts liés à la réalisation des prestations, notamment la pose (des bâches, bannières et adhésifs) pour les types 1 à 10 du BPU et comprendre l'ensemble des coûts liés à la réalisation des prestations et la livraison sur le site François-Mitterrand (des bâches, bannières et adhésifs) pour les types 3 à 10 du BPU.

#### 8.1.2 Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations ainsi que le taux de TVA applicable aux prestations elles-mêmes. Le titulaire sera toujours tenu, moyennant le prix fixé à sa soumission, de mener jusqu'à complet achèvement. Toutes les prestations qui lui auront été attribuées, y compris celles non décrites mais nécessaires à la parfaite réalisation des prestations objets du présent marché.

#### 8.1.3 Variation des prix et clause de sauvegarde

Les prix font l'objet d'une révision à chaque date anniversaire de la notification du marché. L'indice retenu comme mois de référence correspond au quatrième mois précédant la date de notification du marché. La révision des prix s'effectue sur une base annuelle, conformément à la formule suivante :

$$8.1.3.1.1 \quad P = P_0 \times \left[ 0,50 + 0,50 \left( 0,15 \frac{ICHT-TS}{ICHT-TS_0} + 0,85 \frac{FSD3}{FSD3_0} \right) \right]$$

P : Prix révisé

P<sub>0</sub> : Prix initial

ICHT-TS : 001565196 - Salaires, revenus et charges sociales - Coût de la main d'oeuvre et du travail - Indices du coût horaire du travail révisé - Tous salariés (ICHTrev-TS) - Indices mensuels - Activités de services administratifs et de soutien, du mois n-4 du mois de révision.

ICHT-TS<sub>0</sub> : même indice que celui précité, du mois n-4 du mois de notification

FSD3 : Frais et services divers - modèle de référence n°3 - Indice de remplacement du PSDD, calculé une seule fois à la 1ère publication des indices le constituant, et non réactualisé aux publications suivantes, du mois n-4 du mois de révision

FSD3<sub>0</sub> : le même indice que celui précité, du mois n-4 du mois de notification

Les calculs seront arrondis au millième supérieur.

### 8.2 Présentation des factures et des demandes de paiement

#### 8.2.1 Factures

La facture doit indiquer, outre la date et le numéro d'identification :

- Le nom ou la raison sociale et adresse des parties ;
- Le numéro d'inscription au Registre du commerce et des sociétés ou au Répertoire des métiers ;
- Le numéro de SIRET ;
- Le numéro de compte bancaire ou postal du Titulaire,
- Libellé et numéro de marché
- Référence du bon de commande

- Date de la facture
- Les prix hors taxes. Le montant de la TVA et son taux, les prix TTC

La BnF se réserve le droit de renvoyer au Titulaire toute facture ne comportant pas ces mentions ou d'effectuer une suspension de paiement par manque de pièces qui doivent accompagner la facture.

#### 8.2.2 Modalités de règlement

Pour l'envoi de vos factures via le portail Chorus les éléments suivants devront être utilisés :

- Code Siret BnF : 180 046 252 00177
- Le code service : SBC
- Le numéro d'engagement communiqués sur le bon de commande.

**Voir à cet effet le guide *Dématérialisation des factures – Portail Chorus Pro, joint au marché.***

#### 8.2.3 Paiement des bons de commande

Chaque bon de commande sera réglé en une seule fois après l'admission de la totalité des prestations.

En cas de prestation comprenant la pose et la dépose, un acompte correspondant au montant de la pose sera versé lors de cette étape. Le solde sera payé après l'admission de la dépose.

Le paiement d'une commande est considéré comme un paiement partiel définitif du marché.

#### 8.2.4 Délais de paiement

Le paiement interviendra dans le délai de 30 jours à compter de la réception par la BnF de la facture correspondante. Le dépassement du délai de paiement ouvre, de plein droit et sans autre formalité, pour le Titulaire du marché ou le sous-traitant, le bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai. Le taux d'intérêt moratoire applicable est égal au taux d'intérêt en vigueur de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne majoré de huit points.

Le délai peut être suspendu si un avis est envoyé au Titulaire pour des motifs liés à la facture ou à la prestation. L'avis indique la date de début de la suspension, qui se poursuit jusqu'à réception de tous les justificatifs par la personne publique.

## 9 PENALITES

---

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, les pénalités peuvent être applicables dès le premier euro. Le montant des pénalités est plafonné à 10 % du montant du marché.

Les pénalités sont appliquées dès la constatation du manquement par le pouvoir adjudicateur, sans mise en demeure préalable, et sont déduites des sommes dues à l'entreprise si les délais d'exécution prévus au bon de commande ne sont pas respectés. Le montant est calculé selon une formule spécifique.

$$P = \frac{V \times R}{100}$$

dans laquelle :

- P =     montant de la pénalité,  
V =     Montant du bon de commande,  
R =     le nombre de jours de retard

## 10 CONFIDENTIALITE

---

La reproduction ou la divulgation totale ou partielle, ou l'utilisation par l'une des deux parties, à d'autres fins que l'exécution des prestations, des éléments transmis par l'autre (données, fichiers, documents, information de toute nature, etc.) est interdite sans l'autorisation écrite de cette dernière.

Le Titulaire s'engage à prendre ou à faire prendre toutes les dispositions nécessaires en vue de faire respecter par son personnel le présent engagement de confidentialité.

La BnF s'engage à prendre ou à faire prendre toutes les dispositions nécessaires en vue de faire respecter par son personnel le présent engagement de confidentialité.

Tout manquement à cet engagement pourra entraîner la résiliation du marché sans mise en demeure et sans indemnité, ceci sans préjuger des indemnités que pourrait réclamer la BnF au Titulaire.

## **11 RESILIATION**

---

### **11.1 Généralités**

La BnF a la faculté de résilier le présent accord-cadre avant son achèvement, sans préjudice de l'application d'éventuelles pénalités :

- soit pour événements extérieurs au marché, dans les conditions mentionnées à l'article 39 du CCAG/FCS,
- soit pour événements liés aux marchés dans les conditions mentionnées à l'article 40 du CCAG/FCS,
- soit pour faute du Titulaire dans les conditions mentionnées à l'article 41 du CCAG/FCS et des cas complémentaires indiqués ci-dessous ;
- soit pour motif d'intérêt général dans les conditions mentionnées à l'article 42 du CCAG/FCS.

Dans tous les cas, la résiliation prendra effet à la date fixée dans la décision prise par la BnF, et ne donne lieu à aucune indemnité (par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG/FCS).

### **11.2 Résiliation pour faute**

En complément des stipulations de l'article 41 du CCAG/FCS, la BnF peut résilier l'accord-cadre pour faute sans indemnisation dans les cas suivants :

- Si le Titulaire n'accomplit pas les diligences nécessaires à l'exercice de sa mission ;
- Si le Titulaire déclare ne plus pouvoir exécuter ses engagements ;
- Lorsque le Titulaire s'est livré, à l'occasion des prestations, à des actes frauduleux, portant sur la nature, la qualité ou la quantité desdites prestations ;
- En cas de retard significatif, retards successifs lors des diverses interventions et/ou absences répétées aux réunions ;
- Si le Titulaire n'honore pas un bon de commande ;
- En cas de non-respect des obligations et/ou prestations telles que définies dans les documents contractuels ou bons de commande.

## **12 TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

---

Dans le cadre de l'exécution du marché public, la BnF est amenée à collecter des données à caractère personnel des employés du prestataire (ou des membres du groupement) Titulaire et de ses éventuels sous-traitants (au sens de la réglementation des marchés publics) et/ou fournisseurs déclarés le cas échéant, ensemble ci-après désignés sous le vocable "les Personnels du prestataire".

La BnF s'engage à traiter ces données à caractère personnel conformément au règlement européen du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (le « règlement européen sur la protection des données, ou RGPD »), ainsi que toute autre loi applicable en la matière.

Vis-à-vis des traitements de données à caractère personnel précités, la BnF a la qualité de responsable de traitement au sens du RGPD.

La collecte de ces données (nom, prénom, fonction, nom de la société, et selon le cas : coordonnées (téléphoniques, email et/ou postales), photographie, immatriculation du véhicule) a pour objectif :

## CCP

- ✓ le suivi de l'exécution du présent marché et des engagements afférents. Ces données sont conservées pendant la durée du marché et des garanties (biennale, décennale ou autres) associées, et dans la limite des recours possibles ;
- ✓ le cas échéant, la délivrance des badges d'accès, des autorisations de circulation et autres autorisations d'accès sur les sites de la BnF, notamment TELEMAQUE, le contrôle Vigipirate, l'accès cantine le cas échéant. Ces données sont conservées au maximum pendant une durée de 4 ans après le départ de la personne ;
- ✓ la gestion de crise en cas d'urgence (uniquement pour les responsables de site). Ces données sont conservées pendant la durée du marché.

Les Personnels du prestataire concernés par ce traitement peuvent exercer leurs droits d'accès, de rectification et d'effacement des données les concernant auprès du délégué à la protection des données (DPD) de la BnF, à l'adresse suivante : [dpd@bnf.fr](mailto:dpd@bnf.fr), en précisant l'objet de leur demande, étant entendu que certaines données personnelles sont indispensables à l'exécution du marché et ne peuvent de ce fait être effacées.

En application de l'article 5.2.2 du CCAG-FCS, en cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution de l'accord-cadre, les modifications nécessaires pour se conformer aux exigences de la nouvelle réglementation donneront lieu à un avenant. En cas d'absence d'accord entre les parties, la BnF pourra procéder à une modification unilatérale, notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Conformément à l'article 5.2.3 du CCAG-FCS, en cas de manquement aux obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, l'accord-cadre pourra être résilié pour faute.

## 13 RESPONSABILITE ET ASSURANCE

---

### 13.1 Responsabilité

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens de la BnF par le Titulaire, du fait de l'exécution de l'accord-cadre, sont à la charge du Titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du Titulaire par la BnF, du fait de l'exécution de l'accord-cadre, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

Tant que les fournitures restent la propriété du Titulaire, celui-ci est, sauf faute de la BnF, seul responsable des dommages subis par ces fournitures du fait de toute cause. Cette stipulation ne s'applique pas en cas d'adjonction d'équipements fournis par la BnF au matériel du Titulaire et causant des dommages à celui-ci.

### 13.2 Assurance

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché, et avant tout commencement d'exécution, le Titulaire devra justifier qu'il est possession d'une assurance de responsabilité civile contractée auprès d'une compagnie d'assurance de solvabilité notoire, couvrant les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber du fait ou à l'occasion des prestations qu'il est chargé de réaliser conformément aux termes du marché, à raison des dommages de toute nature survenant pendant l'exécution des prestations.

## 14 REGLEMENT AMIABLE ET PROCEDURE EN CAS DE LITIGE

---

La BnF et le Titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché.

Par dérogation à l'article 46 du CCAG/FCS, le différend doit être soumis préalablement à l'avis du Comité Consultatif National du règlement amiable.

Tout litige né de l'exécution du présent marché et à défaut d'accord amiable, relève de la compétence exclusive du Tribunal administratif de Paris sis 7 rue de Jouy 75181 Paris Cedex 04.

## 15 DEROGATIONS AU CCAG/FCS

---

Les dérogations au CCAG/FCS sont récapitulées dans le tableau figurant ci-dessous :

Article du CCP	Article du CCAG/FCS
4.1	13.1.1
3	4.1
5.1.3	3.4.3
6	30.1
9	14
14	46